



La Banque Autrement  
https://togo.coris-bank



2026

Coris Bank International,  
partenaire de vos ambitions en

# 2026!



[www.journal-lemedium.com](http://www.journal-lemedium.com)

# LE MEDIUM

**Hebdomadaire d'Informations #**  
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0689 du 10 au 16 Février 2026- Prix : 250 F CFA



Fructueuse année

## 2026

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravi de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participant à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un corridor stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bannir vos activités.

**Yawa Djiigbodi TSEGAN**  
Commissaire Général

OTR - Office Togolais des Revenus - OTR

## AGRICULTURE :



# LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, CRÉDO DE FAURE GNASSINGBÉ

P3

**POLITIQUES PUBLIQUES ET INSTITUTIONS ECONOMIQUES :**

# COHÉRENCE ET EFFICACITÉ

P5



Sandra Ablamba-Johnson, Ministre - SG de la Présidence du Conseil



## EDITO

Travailler dans  
la continuité

**! Du matin où on se lève jusqu'au soir où on se couche, que de choses à faire!**

Et tout le monde est obligé de les faire. La différence, c'est que certains s'acquittent de leurs tâches machinalement, mécaniquement, alors que d'autres, au contraire, qui possèdent une philosophie spirituelle, cherchent à introduire dans chacun de leurs actes une vie plus intense, plus pure. Et à ce moment-là, tout est transformé, tout prend pour eux un sens nouveau et ils sont sans cesse inspirés."

Omraam Mikhaël Aïvanhov, à travers ces lignes, veut tout simplement nous enseigner que la véritable puissance s'acquiert au prix de petits efforts renouvelés chaque jour. En apprenant à travailler dans la continuité, nous arriverons à trouver le rythme convenable qui nous permettra de gagner peu à peu du terrain.

Nous avons l'obligation de travailler sur nous-mêmes chaque jour. Le travail sur soi est un bel exercice. Retenons que nous avons le devoir de faire de chaque jour le meilleur instant de notre existence.

**Crédo TETTEH**



## Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

## Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli  
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

## Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

## Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

## Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

## SANTÉ :

## Le plastique à haute température, un péril discret pour la santé des citoyens du Togo

**Au Togo, cela fait plusieurs années qu'on a l'habitude d'acheter de la nourriture chaude conditionnée dans des sachets ou films en plastique. Ce geste, apparemment sans importance, peut toutefois avoir des conséquences graves sur la santé.**

Effectivement, certains plastiques renferment du bisphénol A, une substance reconnue pour sa potentialité cancérigène. Ainsi, la consommation régulière de nourriture chaude dans ces contenants peut exposer les consommateurs à des maladies sévères, y compris le cancer.

Apparus sur le marché dans les années 1950, les plastiques se sont progressivement intégrés à tous les aspects de notre vie quotidienne. On les trouve dans les emballages alimentaires, les instruments de cuisine et même certains équipements électroménagers. Toutefois, la préoccupation majeure réside dans leur utilisation à



haute température.

Lorsqu'ils sont en contact avec de chaleur, les plastiques peuvent libérer des substances chimiques susceptibles de migrer vers les aliments. Une grande partie de ces composés sont des perturbateurs endocriniens qui pourraient engendrer des effets néfastes sur la santé humaine et sur l'environnement.

Des recherches récentes, telle que celle réalisée par les scientifiques de PlasticHeal, démontrent

que les microplastiques contenus dans certains emballages, comme ceux du thé, sont capables de traverser la barrière intestinale et de se retrouver dans le sang.

Outre les dangers pour la santé, la pollution par le plastique représente un enjeu environnemental crucial, mettant en péril le bien-être des générations à venir.

Devant cette problématique, il est crucial que le gouvernement togolais doit intensifier la campagne de sensibilisation sur les

risques associés à la consommation d'aliments chauds contenus dans des sachets en plastique.

Le Mouvement Martin Luther King (MMLK) a fait une déclaration publique en décembre 2025 pour critiquer vigoureusement l'utilisation de sachets plastiques non biodégradables pour la distribution de repas chauds aux élèves, une pratique qu'il juge " préoccupante " et " périlleuse ".

Le MMLK exhorte impérativement les autorités togolaises à intervenir. Le mouvement demande la mise en place de mesures concrètes pour " mettre fin à ces pratiques et garantir la sécurité alimentaire des élèves ".

Il serait également pertinent de diriger les campagnes d'information vers les établissements scolaires, dans le but d'instruire les enfants et les adolescents concernant ces dangers et de promouvoir des pratiques alimentaires plus saines.

**Dodo ABALO**

**Souvenez-vous dans vos prières de**

**Veuve MENSAH Francine Chérifatou**  
née ADAMS  
dite « Jeune fille teint clair »  
rappelée à Dieu le 05 janvier 2026  
dans sa 76<sup>ème</sup> année

« Je ne meurs pas, j'entre dans la vie. »  
*Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus*

### Remerciements

La famille ADAMS du TOGO, GHANA et BÉNIN;

Le Chef de la famille LAWSON ;  
Le Chef de la famille MENSAH ;  
Le Chef de la famille BEBLEADZI ;  
Mme TIASSOU Amelé ;  
Mme LAWSON ANANISSOH Latré Dassi ;  
M. MENSAH Kokou Angelo ;  
Mme BEBLEADZI Mawulawoe ;  
Mme POSSIAN Yolande née LAWSON ;

**vous remercient**  
pour vos diverses marques de sympathie,  
d'affection,  
de solidarité et d'amour.

**Le Seigneur**  
vous le rende au centuple !



## AGRICULTURE :

# LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, CRÉDO DE FAURE GNASSINGBÉ

*! Au-delà de la sécurité alimentaire, il est impératif d'atteindre la souveraineté alimentaire. Les produits importés sont financés par l'argent des Togolais, lequel profite à d'autres pays. Or, notre pays a la capacité de produire suffisamment pour nourrir sa population ". C'est ce qu'a dit Faure Gnassingbé aux exploitants des ZAAP de Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen. Là, le Président du Conseil a échangé avec eux sur les réalités du terrain, les difficultés rencontrées et les pistes de solutions pour accélérer le développement du secteur agricole dans une démarche inclusive.*

Par Ali SAMBA

Pour le Président du Conseil, ces genres de rencontres avec les agriculteurs ont pour finalité d'identifier ensemble des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés. " Le gouvernement seul ne détient pas toutes les réponses. Vous, producteurs agricoles, n'avez pas nécessairement la solution complète non plus. Mais nous partageons un objectif commun : produire, nourrir et subvenir aux besoins de vos familles ", a déclaré Faure Gnassingbé.

Le Président du Conseil a réaffirmé sa vision de professionnalisation des ZAAP, afin d'améliorer durablement les conditions de vie des producteurs et de renforcer la stratégie



Le Président du conseil échangeant avec des acteurs

nationale d'autosuffisance et de souveraineté alimentaires. Pour matérialiser cet engagement, le Président du Conseil a procédé à la remise d'équipements agricoles, notamment 12 tracteurs et 12 motoculteurs, aux exploitants agricoles du CTA de Guérin-Kouka.

Les ZAAP d'excellence ont été identifiées pour stimuler l'innovation, améliorer la compétitivité, créer des emplois et développer des chaînes de valeur durables. Elles constituent des zones pilotes destinées aussi à structurer des pôles de production et servir de modèles, en matière de bonnes pratiques, de gestion, de mécanisation et d'organisation de coopératives.

Le ministère dédié, à travers l'agence de transformation agricole (ATA), appuie chaque année un nombre croissant de ZAAP, afin de les amener progressivement vers ce statut d'excellence : en 2023, ce sont

19 ZAAP qui ont été appuyées ; 59 ZAAP appuyées en 2024 et 99 ZAAP appuyées en 2025. " Pour l'exercice 2026, les interventions seront concentrées sur les 99 ZAAP d'excellence, afin de garantir une meilleure appropriation des principes de fonctionnement par les producteurs et une mise en valeur plus réussie ", fait-on savoir au ministère de l'agriculture.

L'agropole de la Kara par exemple, s'est attelée à l'aménagement et à l'appui à la produc-

tion, notamment, l'aménagement et la mise en exploitation de 39 zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP) d'une superficie totale de 12 350 hectares de cultures vivrières et d'annacarde.

Depuis 2020, le projet a appuyé les producteurs de la zone avec 373 tonnes de semences, 5 391 tonnes d'engrais, 10 000 litres de produits phytosanitaires et 1 040 kilogrammes d'inoculum de soja. Concernant les infrastructures et le matériel agricole, 07 magasins de 350 tonnes, munis d'aire de séchage de 1000 m² et 03 magasins de 250 tonnes, avec aire de séchage de 500 m² 30 tracteurs, 15 tricycles et 250 pulvérisateurs ont été mis à la disposition des producteurs sur les ZAAP.

Aussi, en 2026, un total de 28 sites, dont 25 sites d'aménagement simple (ZAAP) et 3 sites d'aménagement hydro-agricole sont programmés. Cette intervention portera le nombre de ZAAP réalisées de 231 à 256, sur 400 prévues. Par ailleurs,

chaque ZAAP sera dotée d'un forage à des fins d'approvisionnement en eau potable et de maraichage.

En croire le gouvernement, plusieurs actions seront mises en œuvre, notamment la mobilisation des intrants agricoles, la maîtrise de l'eau et la mécanisation, la promotion des investissements privés, ainsi que la poursuite des projets structurants, tels que le programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP), le projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS), le projet d'aménagement des retenues collinaires (PARC), le projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole, fondé sur le partage de risques (ProMIFA), le programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA), le développement de l'irrigation, la mise en place des Centres de Transformation Agricole (CTA) ...



Le monde agricole



Du matériel agricole neuf

## FINTECH : OLLO AFRICA S.A. PORTE SON CAPITAL À 1 MILLIARD DE FCFA

*A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 décembre 2024, Ollo Africa S.A., la première fintech togolaise agréée par la BCEAO et editrice de la plateforme Ohana Africa de digitalisation des tontines, a annoncé la réalisation d'une augmentation de capital, portant ses fonds propres de 68 millions FCFA à 1 milliard FCFA.*

A en croire le Directeur Général, Mawuna KOUTONIN, cette augmentation de capital représente un tournant pour Ollo Africa. " Elle valide notre approche : digitaliser les tontines, tout en préservant leur essence sociale. Nos premiers utilisateurs nous confirment chaque jour que nous répondons à un besoin réel.

Cette confiance de nos investisseurs, notamment l'arrivée d'un partenaire américain, nous donne les moyens de passer à l'échelle et

de toucher des centaines de milliers de familles africaines dans les 24 prochains mois ", a-t-il indiqué, dans un communiqué rendu public, ajoutant que cette opération traduit l'entrée au capital de Business Angels togolais et américains aux côtés des actionnaires fondateurs.

On fait savoir que les fonds levés seront déployés pour le lan-

cement d'une campagne d'acquisition majeure au Togo, le développement technologique de la plateforme Ohana Africa, avec de nouvelles fonctionnalités, les partenariats stratégiques avec des institutions de microfinance, chambres de métiers et organisations communautaires ; le renforcement des équipes pour accompagner la croissance et les initiatives d'édu-

cation financière auprès des communautés cibles.

Société anonyme de droit togolais, agréée par la BCEAO et spécialisée dans la technologie financière avec 5 000 comptes familiaux déjà gérés sur sa plateforme au Togo, Ollo Africa est la seule fintech agréée BCEAO, spécialisée dans la digitalisation des tontines et mécanismes d'épargne collective traditionnels.

Sa Technologie propriétaire est adaptée aux réalités culturelles et linguistiques ouest-africaines. Son partenariat stratégique avec Ecobank, facilitant ainsi l'intégration bancaire et la sécurisation des flux, lui accorde une position distinctive dans le paysage fintech régional.

Sophia Boyer de Business Angel américain a relevé que Ollo Africa a démontré sa capacité à créer un produit qui respecte les pratiques culturelles, tout en

apportant sécurité, transparence et traçabilité.

" L'agrément BCEAO et le partenariat Ecobank sont des avantages concurrentiels décisifs. Nous sommes convaincus que l'équipe a les moyens de devenir la plateforme de référence pour l'épargne collective digitale en Afrique ", a-t-elle déclaré.

Cette opération de recapitalisation témoigne de la confiance des investisseurs dans la vision d'Ollo Africa et sa plateforme Ohana Africa, qui révolutionne l'accès aux services financiers pour des millions d'Africains, à travers la digitalisation des mécanismes d'épargne traditionnels. " L'ambition est de devenir la plateforme de référence pour l'épargne collective digitale dans toute l'Afrique francophone ", a confié Toba Tanama, le Directeur Marketing & Partenariat de Ollo Africa.



## Zozo

INVESTISSEMENTS : LE TOGO PRÉPARE UNE STRATÉGIE DE MOBILISATION DE LA DIASPORA



Le Togo veut mieux structurer et renforcer l'apport de la diaspora aux investissements privés et à l'entrepreneuriat. Une rencontre entamée en début de semaine à Kpalimé est consacrée à l'élaboration de la stratégie nationale de mobilisation et d'engagement de la diaspora.

Concrètement, il s'agit de transformer les conclusions du diagnostic réalisé sur l'engagement de la diaspora en orientations stratégiques cohérentes et opérationnelles, qui serviront de fondement à une mobilisation efficace et durable de la diaspora au service du développement économique. Les travaux, qui prennent fin ce vendredi 6 février, s'inscrivent dans le cadre du projet "Rationaliser l'engagement de la diaspora pour catalyser les investissements privés et l'entrepreneuriat pour une résilience renforcée (SDE-R)" soutenu par l'OIM et la BAD.

La démarche est en cohérence avec la volonté du gouvernement de tirer pleinement parti des compétences et des ressources des Togolais vivant à l'étranger. Pour rappel, près d'un million de Togolais ont été recensés à l'étranger en 2022.

Source : @Republiquetogaise.com

## LOISIRS : UN CENTRE DE LECTURE ET DE JEUX OUVERT À KARA



Au Togo, la dotation des localités en infrastructures socio-éducatives se poursuit. Un nouveau centre de lecture et de jeux a été inauguré le mardi 3 février à Kara. L'ouvrage offert par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), vise à promouvoir la lecture, l'éveil culturel et le développement intellectuel des enfants et des jeunes. Il s'agit en outre de redonner aux apprenants le goût de la lecture et de favoriser leur épanouissement à travers diverses activités culturelles et ludiques.

"Ce centre n'est pas un simple édifice, mais un lieu d'apprentissage, un outil de prévention sociale et un puissant vecteur de cohésion communautaire", a indiqué le maire de la commune Kozah 1, NDjelle Abby Edah.

Jeu 5 février, en marge de la commémoration du 21<sup>ème</sup> anniversaire du décès du Père de la nation, le ministre en charge de la culture, Isaac Tchikpe, a effectué une visite sur le site du nouveau centre.

Pour rappel, le Togo dispose d'un Centre national de lecture et d'animation culturelle (CENALAC), chargé de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de lecture publique et de la supervision des divers centres existants.

Source : @Republiquetogaise.com

## DROIT DES AFFAIRES : LE TOGO PREND LA TÊTE DE L'OHADA

Le Togo assure désormais la présidence du conseil des ministres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, Paolme Adjourouvi, a été porté à la tête de l'organisation à l'issue de la 60<sup>ème</sup> session ministérielle tenue en fin de semaine écoulée à NDjamena. Succédant au Tchad, le Togo exercera cette présidence tournante durant les douze prochains mois. Le pays sera notamment chargé d'améliorer la sécurité juridique et judiciaire des activités économiques dans les États membres, de faciliter les échanges et les investissements au sein de l'espace OHADA.

L'occasion pour le ministre de la justice de réaffirmer l'engagement du Togo à soutenir les réformes visant à assainir le cadre juridique des investissements dans l'espace OHADA. "Ce mandat vient renforcer le leadership régional et l'engagement du Togo en faveur de la promotion d'un climat des affaires attractif et compétitif en Afrique", a souligné l'officiel.

Créée le 17 octobre 1993, l'OHADA compte à ce jour 17 États membres répartis en Afrique de l'Ouest et Centrale. Elle a pour objectif principal d'harmoniser le droit des affaires dans ses États membres afin de consolider la sécurité juridique et judiciaire, condition essentielle à l'attractivité des investissements.

Source : @Republiquetogaise.com

## ECONOMIE :

# Hausse de 3,9% des exportations en 2025

Selon le bulletin trimestriel des statistiques du commerce international des marchandises du Togo, produit par l'INSEED, au troisième trimestre 2025, les exportations du Togo s'élèvent à 249 143,4 millions de FCFA en valeur f.o.b et à 1 033 007,8 tonnes en quantité. Les importations s'élèvent à 504 958,0 millions de FCFA en valeur c.a.f. et à 1 595 076,7 tonnes en quantité. Ces niveaux des échanges donnent un solde commercial déficitaire de 255 814,6 millions de FCFA.

En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 14,6 % et de 3,9 % en quantité. Les importations ont augmenté de 10,9 % en valeur et de 37,4 % en quantité. Le déficit commercial a augmenté de 7,4 %. En glissement trimestriel, les exportations au troisième trimestre 2025 ont augmenté de 11,3 % en valeur et de 42,8 % en quantité. Les importations du troisième trimestre 2025 ont augmenté également de 9,5 % en valeur et de 16,8 % en quantité. Quant au déficit commercial, il a augmenté de 7,8 % par rapport au deuxième trimestre 2025.

Les " Phosphates naturels de calcium, phosphates alumino-calciques naturels et craies phosphatées " constituent le premier produit fourni à l'extérieur au troisième trimestre 2025, avec une valeur de 56 292,1 millions de FCFA, pour un volume de 547 959,0 tonnes. Il représente 21,7 % des exportations du trimestre.

Le " Cacao en fèves ou brisures de fèves, brut ou torréfié " est le deuxième produit exporté avec une valeur de 21 776,7 millions de F CFA pour un volume de 14 147,1 tonnes. Il représente 8,4 % des exportations. Les " Ciments non pulvérisés dits " clinkers " constituent le troisième



Le Port autonome de Lomé (PAL)

produit exporté, d'une valeur de 15 553,3 millions de FCFA pour une quantité de 360 000,0 tonnes et une part relative de 6,0 %. Les dix premiers produits exportés au troisième trimestre 2025 représentent 65,1 % des exportations en valeur du trimestre.

Les " Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (à l'exclusion des huiles brutes) et préparations, n.d.a., qui contiennent en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, et dont ces huiles constituent l'élément de base ", sont le premier produit importé au troisième trimestre 2025 avec une valeur de 89 933,4 millions de FCFA et une quantité de 210 126,3 tonnes. La part relative de ce produit est de 17,6 %. Les " Véhicules à moteur pour le transport des personnes, n.d.a. " est le deuxième produit importé avec une valeur de 19 851,3 millions de FCFA, pour une quantité de 6 565,0 tonnes. Ce produit représente 3,9 % des importations du trimestre. Les " Médicaments, n.d.a., présentés sous forme de doses ou conditionnés pour la vente au détail. " sont le troisième produit importé, avec une valeur de 17 964,2 millions

de FCFA pour une quantité de 2 075,1 tonnes. Ce produit représente 3,5 % des importations du trimestre.

Les principaux partenaires commerciaux. Le premier client du Togo est l'Inde avec une part de 21,3 % des exportations du trimestre. Les exportations du Togo vers ce pays s'élèvent en valeur à 55 158,8 millions de FCFA et en quantité à 454 816,4 tonnes. Le Burkina Faso est le deuxième client du Togo avec une part relative de 10,4 %. Les exportations du Togo à destination du Burkina Faso s'élèvent en valeur à 26 890,5 millions de FCFA et en quantité à 253 497,3 tonnes. La Côte d'Ivoire est le troisième client avec une part relative de 9,1 %. Les exportations à destination de la Côte d'Ivoire s'élèvent en valeur à 23 613,8 millions de FCFA et en quantité à 23 739,9 tonnes. Les autres clients du Togo sont : le Ghana (6,8%), le Mali (5,7%), la France (5,3%), le Bénin (4,8%), etc. Les dix premiers clients du Togo ont cumulé 74,4 % des exportations en valeur du trimestre.

A l'importation, la Chine est le premier fournisseur du Togo, avec une part relative de 25,8 % des importations du trimestre. Les impor-

tations venant de la Chine s'élèvent en valeur à 114 805,6 millions de FCFA, pour une quantité de marchandises de 158 700,3 tonnes. La France est le deuxième fournisseur du Togo avec une part relative de 6,6 %. Les importations venant de la France s'élèvent en valeur à 29 569,3 millions de FCFA et en quantité à 17 024,3 tonnes. L'Inde est le troisième fournisseur, dont les exportations de marchandises vers le Togo valent 27 284,8 millions de FCFA pour une quantité de marchandises de 145 462,8 tonnes et une part relative de 6,1 %. Les autres fournisseurs du Togo sont : le Nigéria (5,3%), le Japon (3,9%), l'Arabie saoudite (3,7%) la Malaisie (3,7%), etc. A l'importation, les dix premiers partenaires commerciaux du Togo ont fourni 64,0 % des importations du trimestre.

Les échanges avec la CEDEAO et l'UEMOA Au troisième trimestre 2025, les exportations vers l'ensemble des pays de la CEDEAO s'élèvent en valeur à 134 200,3 millions de FCFA et en quantité à 394 627,3 tonnes. Les importations venant de l'ensemble des pays de la CEDEAO s'élèvent en valeur à 58 210,9 millions de FCFA et en quantité à 266 691,2 tonnes. Le solde commercial excédentaire avec les pays de la CEDEAO s'établit à 75 989,3 millions de FCFA. Les exportations dans l'espace UEMOA s'établissent en valeur à 112 482,3 millions de FCFA et en quantité à 324 612,1 tonnes. Les importations venant des pays de l'UEMOA se fixent à 19 265,2 millions de FCFA en valeur et à 70 586,1 tonnes en quantité. Ces niveaux des échanges avec l'UEMOA dégagent un solde commercial excédentaire de 93 217,1 millions de FCFA.

## ACQUIS ECONOMIQUES :

# Le Togo sur une trajectoire encourageante

Le pays avance avec constance sur le chemin des réformes économiques, au point que ses progrès retiennent désormais l'attention et les éloges bien au-delà du continent africain. Institutions financières internationales, partenaires techniques et investisseurs saluent une trajectoire marquée par la discipline, la vision et la capacité à traduire les choix politiques, en résultats concrets pour l'économie nationale.

Parmi ces acquis figure d'abord la stabilité macroéconomique, patiemment consolidée. Maîtrise de l'inflation, gestion prudente des finances publiques et amélioration continue de la mobilisation des recettes internes ont permis de renforcer la crédibilité de l'État.

Cette rigueur, loin d'être austère, s'est accompagnée d'un effort soutenu en faveur de l'investissement public productif, créant les conditions d'une croissance plus robuste et mieux partagée.

## Réformes structurelles

Les réformes structurelles engagées améliorent profondément le climat des affaires. Simplification des procédures administratives, digitalisation des services, sécurisation juridique des investissements et modernisation de l'administration fiscale permettent de hisser le Togo parmi les pays les plus réformateurs de la région. Ces avancées, régulièrement relevées dans les classements et rapports internationaux, traduisent une volonté affirmée de faire de l'économie togolaise un espace lisible, attractif et compétitif.

Par exemple, la résilience de l'économie togolaise est saluée par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) qui classe le Togo quatrième en Afrique de l'Ouest et deuxième dans l'Uemoa, en ce qui concerne l'Indice de développement humain 2025, avec un score de 0,571. Cela permet au pays de quitter la catégorie " faible développement humain " pour

entrer dans la catégorie de " développement humain moyen".

## Les secteurs vivants

La performance du port autonome de Lomé constitue un des motifs de reconnaissance internationale. Plateforme logistique stratégique en eau profonde, il s'impose depuis des années comme un hub régional incontournable, facilitant les échanges commerciaux et soutenant l'intégration économique sous-régionale. Autour de cette infrastructure phare, un écosystème portuaire et industriel dynamique s'est développé, générant des emplois et stimulant la valeur ajoutée locale.

L'agriculture, pilier traditionnel de l'économie, ne reste pas en marge de cette dynamique. La transformation progressive des filières, l'encouragement à l'agro-industrie et l'accès accru au financement améliorent la productivité et les revenus ruraux. Le Togo est ainsi perçu comme un pays qui ne



se contente plus d'exporter des matières premières, mais qui s'engage résolument dans la transformation locale et la montée en gamme. En témoigne la création de la plateforme industrielle d'Adétikopé et son objectif de création de 35 000 emplois.

Le Togo a une croissance économique estimée autour de 6,5 %, faisant de lui l'un des pays dont l'économie est performante dans la sous-région. Ainsi, le Togo transforme les contraintes en opportunités et les ambitions en résultats. Les éloges venus d'ailleurs ne sont pas une fin en soi, mais le reflet d'un travail de fond. Ils confirment surtout que l'économie togolaise, portée par des choix assumés, s'inscrit désormais parmi les trajectoires qui comptent et qui inspirent.



POLITIQUES PUBLIQUES ET INSTITUTIONS ECONOMIQUES :  
Cohérence et efficacité

Les appréciations favorables, dont le Togo fait l'objet, tant au niveau régional qu'international, mettent en lumière un cadre institutionnel solide et des choix stratégiques, qui portent des fruits tangibles pour les populations. Cette reconnaissance repose avant tout sur l'activisme et la crédibilité d'institutions économiques engagées dans une dynamique de résultats.

La bonne notation tient au fait de la constance des réformes entreprises. Le pays fait le pari d'une gouvernance économique fondée sur la discipline budgétaire, la transparence et la modernisation de l'action publique. Les politiques mises en œuvre visent à renforcer la résilience de l'économie, à soutenir la croissance et à créer les conditions d'une prospérité plus inclusive. Cette orientation claire rassure les partenaires techniques et financiers, tout en consolidant la confiance des acteurs économiques locaux.

**Bon score**  
Les institutions économiques jouent, à cet égard, un rôle déterminant. Qu'il s'agisse de la mobilisation des ressources internes, de la gestion des finances publiques ou de l'encadrement de l'activité

économique, elles se distinguent par leur professionnalisme et leur capacité d'innovation. Leur action soutenue permet à l'État de mieux planifier ses investissements, de financer les politiques sociales et d'accompagner les secteurs productifs.

La Banque mondiale, à travers son outil d'évaluation (CPIA 2025) des politiques et institutions économiques, affirme que le Togo a atteint un score global de 3,8 sur 6. Il est ainsi supérieur à la moyenne subsaharienne. Sur 40 pays africains, le Togo se trouve donc à la sixième place. L'examinatrice attribue cette performance grâce particulièrement aux progrès en inclusion sociale, en équité, en mobilisation des ressources et en gestion économique.

S'agissant des classements B-Ready, le Togo s'y distingue également de façon positive. Business Ready est l'indicateur phare de la Banque mondiale, lancé pour évaluer le climat des affaires et l'investissement dans le monde, remplaçant le Doing Business. Il mesure sur 100 points la réglementation, les services publics et l'efficacité opérationnelle pour les entreprises dans plusieurs domaines clés, dont l'emploi, la fiscalité, etc.

En ce qui concerne le climat des



Sandra Ablamba-Johnson, Ministre - SG de la Présidence du Conseil

affaires, il place le Togo troisième en Afrique sur environ 50 économies couvertes dans les rapports antérieurs. En effet, le pays multiplie les réformes ces dernières années pour faciliter la création d'entreprises. De plus de 260 000 francs, les frais de création sont passés à environ 30 000 francs et le délai de création a été grandement réduit.

Impact sur le quotidien des Togolais

La performance institutionnelle se traduit par des effets concrets sur la vie quotidienne des citoyens. L'amélioration de la collecte des recettes renforce la capacité de l'État à investir dans les services essentiels. Les politiques économiques, mieux articulées, favorisent l'entrepreneuriat, l'emploi et

l'essor d'un secteur privé plus vivant, offrant ainsi de nouvelles perspectives aux jeunes et aux femmes.

La reconnaissance dont bénéficie le Togo tient aussi à la cohérence entre les décisions politiques et leur mise en œuvre. Les stratégies de développement ne restent pas lettre morte. Elles sont déclinées en programmes opérationnels. La bonne notation constitue un atout majeur. Elle confère au Togo une crédibilité accrue, attire les investissements et consolide sa position comme pôle de stabilité et d'opportunités en Afrique de l'Ouest.

Mais au-delà des indicateurs et des classements, l'enjeu essentiel demeure la transformation durable de cette performance en bien-être partagé, ce qui est fait.

SANTE PUBLIQUE :

144 structures sanitaires équipées pour 20 milliards de francs CFA en 2025

Pour les autorités togolaises, 2025 a été une étape clé dans la transformation du système de santé du pays. Portée par une vision axée sur l'équité, la proximité et la qualité des soins, les efforts du gouvernement ont permis d'enregistrer des avancées notables dans plusieurs segments, renforçant ainsi la résilience du dispositif national et la confiance des populations.

Au rang des progrès observés figure la poursuite méthodique de l'extension de l'assurance maladie universelle. Au cours de l'année 2025, de nouvelles couches socio-professionnelles ont été intégrées au dispositif, élargissant significativement la couverture sanitaire et réduisant les dépenses directes des ménages liées aux soins.

Cette montée en puissance progressive fait de l'accès aux soins de santé un droit effectif. Les consultations, les examens et les traitements essentiels deviennent ainsi plus accessibles, en particulier pour les populations vulnérables et les travailleurs du secteur informel.

Des infrastructures sanitaires renforcées et modernisées

L'année écoulée a été marquée par un effort soutenu d'investissement dans les infrastructures sanitaires. Plusieurs formations sanitaires ont été réhabilitées, équipées ou nouvellement construites, tant en milieu urbain que rural, afin de rap-



Le ministre Jean-Marie Tessi à l'écoute du personnel d'un centre de santé

procher l'offre de soins des usagers. La modernisation des plateaux techniques, l'acquisition d'équipements, l'amélioration des conditions d'accueil, etc. ont contribué à rehausser la qualité des services offerts. Cette dynamique participe à la réduction des évacuations sanitaires coûteuses et au renforcement de la prise en charge locale.

La qualité du système de santé repose avant tout sur les femmes et les hommes qui le font vivre. En phase avec cette réalité, le pays a poursuivi ses actions en faveur du personnel sanitaire. Recrutements ciblés, formations continues, redéploiement stratégique des agents et amélioration progressive des conditions de travail ont permis de mieux répondre aux besoins des populations.

Ces efforts ont garanti une meilleure couverture médicale sur le territoire et une prise en charge plus efficace, notamment dans les

zones à forte vulnérabilité sanitaire.

La prévention et la santé communautaire n'ont pas été perdues de vue

Au-delà des soins curatifs, l'année 2025 a renforcé l'orientation préventive de la politique sanitaire. Campagnes de vaccination, actions de sensibilisation à la santé maternelle et infantile, lutte contre les maladies endémiques et promotion de l'hygiène ont occupé une place centrale.

La santé communautaire, appuyée par des relais locaux formés et engagés, a permis de diffuser des messages essentiels et de détecter précocement certaines pathologies, contribuant ainsi à une baisse des risques sanitaires évitables.

La digitalisation et la gouvernance sanitaire améliorée ont été aussi au rendez-vous. La transformation numérique a touché le secteur de la

santé, plusieurs outils digitaux ont été renforcés ou déployés pour améliorer la gestion des données sanitaires, la traçabilité des soins et la planification des interventions.

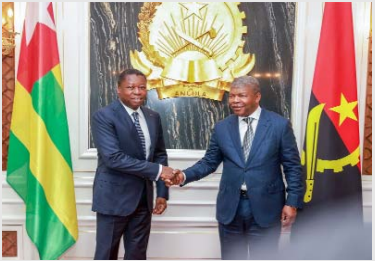
Cette modernisation de la gouvernance sanitaire favorise une meilleure allocation des ressources, une transparence accrue et une prise de décision fondée sur des données fiables, au bénéfice des usagers comme des professionnels.

Quelques réalisations importantes

L'un des grands projets de ces dernières années, voulus par le président Faure Gnassingbé, est le projet SSECCU, les Services de santé essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle. À la fin de l'année, 86 infrastructures étaient en cours de construction dans les régions des Savanes, de la Kara, de la Centrale et des Plateaux. En ce qui concerne l'équipement médical, les établissements publics de santé ont bénéficié de dotations d'une valeur d'environ 20 milliards de francs CFA. Elle couvre 144 structures sanitaires dans tout le pays.

La nouvelle année 2026 part déjà sur de bons rails, avec des avancées de 2025 qui seront consolidées et un progrès sanitaire toujours à soutenir. L'ambition est clairement de préserver les vies et d'aider les citoyens à vivre décemment et dignement.

Zozo  
PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE : LE PRÉSIDENT DU  
CONSEIL FAURE GNASSINGBÉ EN VISITE À LUANDA  
(ANGOLA)



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, est, ce lundi 09 février, en visite de travail à Luanda en Angola, indique un communiqué officiel.

A l'invitation de Président de la République d'Angola, João Manuel Gonçalves Lourenço, également président en exercice de l'Union africaine, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine dans la crise qui secoue les Grands Lacs, effectue, ce 9 février, une visite de travail à Luanda, en Angola.

Deux sujets essentiels, meubleront cette visite. D'abord, un tête-à-tête consacré aux principaux axes du partenariat, en vue de définir de nouvelles perspectives de coopération mutuellement avantageuses.

Les deux dirigeants vont surtout aborder les questions d'ordre régional et continental relatives à l'intégration, la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique, notamment dans la région des Grands Lacs.

Ce déplacement du leader togolais chez le président en exercice de l'Ua, qui intervient à quelques jours de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Instance continentale, se veut une démarche inclusive et déterminante en vue des résolutions à venir dans le cadre de la médiation, concernant le dossier de la crise dans les Grands Lacs.

Notons que Faure Gnassingbé et João Manuel Gonçalves Lourenço ont gardé une communication ouverte et permanente sur des questions de portée bilatérale, régionale et continentale liées à la paix, la sécurité et l'intégration continentale.

@macite.jg

DÉCENTRALISATION : UN PROJET DE DIGITALISATION  
DES MAIRIES EN PRÉPARATION



Au Togo, la digitalisation des services publics se poursuit. Un projet de digitalisation des mairies (PDIMA) sera bientôt déployé pour moderniser la gestion administrative des collectivités locales.

L'initiative, financée par la KfW Development Bank, vise à accompagner les communes dans l'adoption d'outils numériques performants. De fait, le projet prévoit de connecter 136 bâtiments municipaux, correspondant à l'ensemble des mairies du pays.

Outre les bâtiments municipaux, le programme inclut la connexion de 1488 établissements scolaires publics, soit 22 % des écoles publiques, ainsi que de 253 centres de santé (30 % des formations sanitaires publiques).

S'agissant du volet formation et innovation numérique, les premières estimations ciblent 100.000 bénéficiaires des programmes proposés par la Digital Academy, tandis que 700.000 utilisateurs auront accès au réseau de connaissances. Par ailleurs, le projet ambitionne d'accompagner l'incubation de 150 start-up au sein du centre d'innovation technologique.

Ainsi, les infrastructures connectées serviront de points d'ancrage pour étendre la connectivité haut débit aux ménages et aux entreprises situés à proximité.

Dans la dynamique de concrétisation du projet, plusieurs recrutements ont été lancés par le ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique. À terme, l'ambition du gouvernement est de renforcer l'efficacité des services publics locaux, de faciliter l'accès des citoyens à des services administratifs de qualité et de créer un environnement propice à l'innovation.

Source : @Republiquetogoise.com



Cinéma :

Le film "Sextape", en projection exceptionnelle le 14 février à Lomé

Le film "Sextape" du réalisateur Togolais Michael Clomegah sera en projection exceptionnelle au Palais des congrès de Lomé le 14 février, annonce faite ce lundi devant des journalistes.

Au-delà de son titre percutant, "Sextape" aborde des thématiques sensibles et actuelles : l'intimité numérique, le chantage émotionnel, les abus liés aux réseaux sociaux et le phénomène du Revenge porn.

Ce film retrace l'histoire de Maéva, une jeune femme à un mois de son mariage, confrontée au chantage de son ex-compagnon qui détient des vidéos intimes d'elle. Entre peur, honte, pression sociale et désir de se



La table d'honneur

reconstruire, elle devra trouver la force de reprendre le contrôle de sa vie.

Ce film met donc en lumière

les enjeux de l'intimité à l'ère digitale, les risques liés aux réseaux sociaux, les dérives du cyberharcèlement et surtout l'impact

psychologique que ces situations peuvent provoquer.

"Ceux qui étaient à l'avant-première en novembre à l'hôtel 2

février sont restés assis à la fin du film, parce qu'ils en voulaient encore. Ils attendaient une suite parce que c'est un film très intéressant et un sujet d'actualité", a précisé Emerson Ayivor (le producteur).

Plusieurs artistes sont également attendus sur scène le 14 février au Palais des Congrès de Lomé.

Cette projection s'accompagne d'une campagne de sensibilisation nationale sous le thème #No Sextape et soutien aux victimes de violences numériques. Après Lomé, des projections sont annoncées dans les autres grandes villes du pays.

Savoir News



LES TARIFS EN VIGUEUR DE LA TVM

Paie ment unique

Paie ment annuel

Paie ment annuel

MOTOCYCLETTES	
Cylindrée	Tarif (FCFA)
Moto de plus de 125 cm3	15 000
Moto à trois (03) roues	40 000
VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	5 000
De 5 à 7 CV	10 000
De 8 à 11 CV	15 000
De 12 à 15 CV	20 000
De 16 à 20 CV	30 000
Plus de 20 CV	40 000
VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	20 000
De 5 à 7 CV	30 000
De 8 à 11 CV	40 000
De 12 à 15 CV	45 000
De 16 à 20 CV	50 000
Plus de 20 CV	55 000



2026

2025

2024

2023

2022

2021

Coris Bank International,  
partenaire de vos ambitions en  
**2026!**

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>





AMÉLIORER LES BONNES PRATIQUES

À L'HÔPITAL, CHAQUE

SOURIRE SOIGNE-

AMÉLIORONS ENSEMBLE

L'ACCUEIL POUR TOUS



Initiative  
portée  
par

